



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

**Canada–European Union
Comprehensive Economic and
Trade Agreement
Implementation Act**

**Loi de mise en œuvre de
l’Accord économique et
commercial global entre le
Canada et l’Union européenne**

S.C. 2017, c. 6

L.C. 2017, ch. 6

Current to March 12, 2019

À jour au 12 mars 2019

Last amended on December 13, 2018

Dernière modification le 13 décembre 2018

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to March 12, 2019. The last amendments came into force on December 13, 2018. Any amendments that were not in force as of March 12, 2019 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

Shaded provisions in this document are not in force.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 12 mars 2019. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 13 décembre 2018. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 12 mars 2019 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

Les dispositions ombrées dans ce document ne sont pas en vigueur.

TABLE OF PROVISIONS

An Act to implement the Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States and to provide for certain other measures

	Short Title	Titre abrégé
1	Short title	Titre abrégé
	Interpretation	Définitions et interprétation
2	Definitions	Définitions
3	Interpretation consistent with Agreement	Interprétation compatible
4	Non-application of Act and Agreement to water	Non-application de la présente loi et de l'Accord aux eaux
5	Construction	Interprétation
	Her Majesty	Sa Majesté
6	Binding on Her Majesty	Obligation de Sa Majesté
	Purpose	Objet
7	Purpose	Objet
	Causes of Action	Droit de poursuite
8	Causes of action under sections 9 to 14	Droits et obligations fondés sur les articles 9 à 14
	PART 1	PARTIE 1
	Implementation of the Agreement	Mise en oeuvre de l'Accord
	Approval and Representation on the CETA Joint Committee	Approbation et représentation au sein du Comité mixte de l'AÉCG
9	Agreement approved	Approbation
10	Canadian representative on CETA Joint Committee	Représentation canadienne au Comité mixte de l'AÉCG
	Tribunals, Arbitration Panels and Panels of Experts	Tribunaux, groupes spéciaux d'arbitrage et groupes d'experts
11	Powers of Minister	Pouvoirs du ministre
12	Operation of Chapter Twenty-Nine	Mise en oeuvre du chapitre Vingt-neuf
	Expenses	Frais
13	Payment of expenses	Paiement des frais
	Orders	Décrets
14	Orders re Article 29.14 of Agreement	Décret : article 29.14 de l'Accord

TABLE ANALYTIQUE

Loi portant mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres et comportant d'autres mesures

PART 2

Related Amendments

Export and Import Permits Act	
Financial Administration Act	Loi sur les licences d'exportation et d'importation
Food and Drugs Act	Loi sur la gestion des finances publiques
Importation of Intoxicating Liquors Act	Loi sur les aliments et drogues
Patent Act	Loi sur l'importation des boissons enivrantes
Trade-marks Act	Loi sur les brevets
Investment Canada Act	Loi sur les marques de commerce
Customs Act	Loi sur Investissement Canada
Commercial Arbitration Act	Loi sur les douanes
Coasting Trade Act	Loi sur l'arbitrage commercial
Customs Tariff	Loi sur le cabotage
Pest Control Products Act	Tarif des douanes
Transitional Provisions	Loi sur les produits antiparasitaires
	Dispositions transitoires

PART 3

Consequential Amendments

Canada Corporations Act	Loi sur les corporations canadiennes
Nuclear Energy Act	Loi sur l'énergie nucléaire
Bankruptcy and Insolvency Act	Loi sur la faillite et l'insolvabilité
Competition Act	Loi sur la concurrence
Defence Production Act	Loi sur la production de défense
Federal Courts Act	Loi sur les Cours fédérales
Public Servants Inventions Act	Loi sur les inventions des fonctionnaires
Olympic and Paralympic Marks Act	Loi sur les marques olympiques et paralympiques
Canada–Korea Economic Growth and Prosperity Act	Loi sur la croissance économique et la prospérité — Canada-Corée
Transitional Provisions	Dispositions transitoires

PART 4

Coordinating Amendments and Coming into Force

Coordinating Amendments

PARTIE 2

Modifications connexes

Loi sur les licences d'exportation et d'importation	
Loi sur la gestion des finances publiques	
Loi sur les aliments et drogues	
Loi sur l'importation des boissons enivrantes	
Loi sur les brevets	
Loi sur les marques de commerce	
Loi sur Investissement Canada	
Loi sur les douanes	
Loi sur l'arbitrage commercial	
Loi sur le cabotage	
Tarif des douanes	
Loi sur les produits antiparasitaires	
Dispositions transitoires	

PARTIE 3

Modifications corrélatives

Loi sur les corporations canadiennes	
Loi sur l'énergie nucléaire	
Loi sur la faillite et l'insolvabilité	
Loi sur la concurrence	
Loi sur la production de défense	
Loi sur les Cours fédérales	
Loi sur les inventions des fonctionnaires	
Loi sur les marques olympiques et paralympiques	
Loi sur la croissance économique et la prospérité — Canada-Corée	
Dispositions transitoires	

PARTIE 4

Dispositions de coordination et entrée en vigueur

Dispositions de coordination

Coming into Force	Entrée en vigueur
*138 Order in council	*138 Décret
SCHEDULE 1	ANNEXE 1
SCHEDULE 2	ANNEXE 2
SCHEDULE 3	ANNEXE 3
SCHEDULE 4	ANNEXE 4
SCHEDULE 5	ANNEXE 5
SCHEDULE 6	ANNEXE 6



S.C. 2017, c. 6

An Act to implement the Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States and to provide for certain other measures

[Assented to 16th May 2017]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Canada–European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement Implementation Act*.

Interpretation

Definitions

2 The following definitions apply in this section and in sections 3 to 14.

Agreement means the Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States, done at Brussels on October 30, 2016. (*Accord*)

CETA Joint Committee means the CETA Joint Committee established under Article 26.1 of the Agreement. (*Comité mixte de l'AÉCG*)

federal law means the whole or any portion of an Act of Parliament or a regulation, order or other instrument issued, made or established in the exercise of a power conferred by or under an Act of Parliament. (*texte législatif fédéral*)

L.C. 2017, ch. 6

Loi portant mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres et comportant d'autres mesures

[Sanctionnée le 16 mai 2017]

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.*

Définitions et interprétation

Définitions

2 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 3 à 14.

Accord L'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016. (*Accord*)

Comité mixte de l'AÉCG Le Comité mixte de l'AÉCG institué aux termes de l'article 26.1 de l'Accord. (*CETA Joint Committee*)

ministre Le ministre du Commerce international. (*Minister*)

texte législatif fédéral Tout ou partie d'une loi fédérale ou d'un règlement, décret ou autre texte pris dans

Minister means the Minister for International Trade.
(*ministre*)

Interpretation consistent with Agreement

3 For greater certainty, this Act and any federal law that implements a provision of the Agreement or fulfills an obligation of the Government of Canada under the Agreement is to be interpreted in a manner consistent with the Agreement.

Non-application of Act and Agreement to water

4 For greater certainty, nothing in this Act or the Agreement, except Chapters Twenty-Two and Twenty-Four of the Agreement, applies to natural surface or ground water in liquid, gaseous or solid state.

Construction

5 For greater certainty, nothing in this Act, by specific mention or omission, is to be construed to affect in any manner the right of Parliament to enact legislation to implement any provision of the Agreement or fulfil any of the obligations of the Government of Canada under the Agreement.

Her Majesty

Binding on Her Majesty

6 This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.

Purpose

Purpose

7 The purpose of this Act is to implement the Agreement, the objectives of which, as elaborated more specifically through its provisions, are to

(a) establish a free trade area in accordance with the Agreement;

(b) promote, through the expansion of reciprocal trade, the harmonious development of the economic relations between Canada and the European Union in order to create opportunities for economic development;

(c) promote conditions of fair competition affecting trade between Canada and the European Union;

(d) substantially increase investment opportunities in Canada and the European Union, while preserving the

l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale. (*federal law*)

Interprétation compatible

3 Il est entendu que la présente loi et tout texte législatif fédéral qui met en œuvre une disposition de l'Accord ou vise à permettre au gouvernement du Canada d'exécuter une obligation contractée par lui aux termes de l'Accord s'interprètent d'une manière compatible avec celui-ci.

Non-application de la présente loi et de l'Accord aux eaux

4 Il est entendu que ni la présente loi ni l'Accord, à l'exception des chapitres Vingt-deux et Vingt-quatre de celui-ci, ne s'appliquent aux eaux de surface ou souterraines naturelles, à l'état liquide, gazeux ou solide.

Interprétation

5 Il est entendu qu'aucune disposition de la présente loi ne s'interprète, ni par ses mentions expresses ni par ses omissions, de sorte à porter atteinte au pouvoir du Parlement d'adopter les lois nécessaires à la mise en œuvre de toute disposition de l'Accord ou à l'exécution des obligations contractées par le gouvernement du Canada aux termes de celui-ci.

Sa Majesté

Obligation de Sa Majesté

6 La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.

Objet

Objet

7 La présente loi a pour objet la mise en œuvre de l'Accord dont les objectifs — définis de façon plus précise dans ses dispositions — sont les suivants :

a) établir une zone de libre-échange conformément à l'Accord;

b) favoriser, par l'accroissement des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques entre le Canada et l'Union européenne et ainsi créer des possibilités de développement économique;

c) favoriser la concurrence loyale dans les échanges commerciaux entre le Canada et l'Union européenne;

d) augmenter substantiellement les possibilités d'investissement au Canada et dans l'Union européenne tout en préservant le droit des parties à l'Accord de

right of each of the parties to the Agreement to regulate to achieve legitimate policy goals;

(e) eliminate barriers to trade in goods and services in order to contribute to the harmonious development and expansion of world and regional trade;

(f) provide adequate and effective protection and enforcement of intellectual property rights in the territory where the Agreement applies;

(g) protect, enhance and enforce basic workers' rights, strengthen cooperation on labour matters, and build on the respective international commitments of Canada and the European Union on labour matters;

(h) enhance and enforce environmental laws and regulations and strengthen cooperation between Canada and the European Union on environmental matters; and

(i) promote sustainable development.

Causes of Action

Causes of action under sections 9 to 14

8 (1) No person has any cause of action and no proceedings of any kind are to be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of sections 9 to 14 or an order made under those sections.

Causes of action under Agreement

(2) No person has any cause of action and no proceedings of any kind are to be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of the Agreement.

Exception

(3) Subsection (2) does not apply with respect to causes of action arising out of, and proceedings taken under, Section F of Chapter Eight or Article 13.21 of the Agreement.

réglementer en vue de réaliser des objectifs légitimes en matière de politique;

e) éliminer les obstacles au commerce des produits et services afin de contribuer au développement et à l'esor harmonieux du commerce mondial et régional;

f) assurer de façon efficace et suffisante la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle sur le territoire auquel l'Accord s'applique;

g) protéger, renforcer et faire respecter les droits fondamentaux des travailleurs, renforcer la coopération dans le domaine du travail et mettre à profit les engagements internationaux respectifs du Canada et de l'Union européenne dans le domaine du travail;

h) renforcer et appliquer les lois et règlements en matière d'environnement et resserrer la coopération entre le Canada et l'Union européenne en matière d'environnement;

i) promouvoir le développement durable.

Droit de poursuite

Droits et obligations fondés sur les articles 9 à 14

8 (1) Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur les articles 9 à 14 ou sur les décrets d'application de ceux-ci, ne peut s'exercer qu'avec le consentement du procureur général du Canada.

Droits et obligations fondés sur l'Accord

(2) Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur l'Accord, ne peut s'exercer qu'avec le consentement du procureur général du Canada.

Exception

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas au droit de poursuite exercé au titre de la section F du chapitre Huit ou de l'article 13.21 de l'Accord.

PART 1

Implementation of the Agreement

Approval and Representation on the CETA Joint Committee

Agreement approved

9 The Agreement is approved.

Canadian representative on CETA Joint Committee

10 The Minister is the principal representative of Canada on the CETA Joint Committee.

Tribunals, Arbitration Panels and Panels of Experts

Powers of Minister

11 (1) The Minister may

(a) propose the names of individuals to serve as members of the tribunals established under Section F of Chapter Eight of the Agreement; and

(b) propose the names of individuals to be included in the sub-lists referred to in paragraph 1 of Article 29.8 of the Agreement.

Power of Minister of Finance

(2) The Minister of Finance may propose the names of individuals to be included in the sub-lists referred to in paragraph 3 of Article 13.20 of the Agreement.

Powers of Minister of Labour

(3) The Minister of Labour may propose the names of individuals to be included in the list established under paragraph 6 of Article 23.10 of the Agreement and propose, for inclusion in that list, the names of individuals to serve as the chairperson of a Panel of Experts established under that Article.

Powers of Minister of the Environment

(4) The Minister of the Environment may propose the names of individuals to be included in the list established under paragraph 6 of Article 24.15 of the Agreement and propose, for inclusion in that list, the names of individuals to serve as the chairperson of a Panel of Experts established under that Article.

PARTIE 1

Mise en œuvre de l'Accord

Approbation et représentation au sein du Comité mixte de l'AÉCG

Approbation

9 L'Accord est approuvé.

Représentation canadienne au Comité mixte de l'AÉCG

10 Le ministre est le principal représentant du Canada au sein du Comité mixte de l'AÉCG.

Tribunaux, groupes spéciaux d'arbitrage et groupes d'experts

Pouvoirs du ministre

11 (1) Le ministre peut prendre les mesures suivantes :

a) proposer le nom de personnes pouvant agir à titre de membres des tribunaux institués au titre de la Section F du chapitre Huit de l'Accord;

b) proposer le nom de personnes à inscrire sur les sous-listes visées au paragraphe 1 de l'article 29.8 de l'Accord.

Pouvoir du ministre des Finances

(2) Le ministre des Finances peut proposer le nom de personnes à inscrire sur les sous-listes visées au paragraphe 3 de l'article 13.20 de l'Accord.

Pouvoirs du ministre du Travail

(3) Le ministre du Travail peut proposer le nom de personnes à inscrire sur la liste visée au paragraphe 6 de l'article 23.10 de l'Accord et proposer le nom de personnes à inscrire sur cette liste pour exercer les fonctions de président d'un groupe d'experts institué au titre de cet article.

Pouvoirs du ministre de l'Environnement

(4) Le ministre de l'Environnement peut proposer le nom de personnes à inscrire sur la liste visée au paragraphe 6 de l'article 24.15 de l'Accord et proposer le nom de personnes à inscrire sur cette liste pour exercer les fonctions de président d'un groupe d'experts institué au titre de cet article.

Operation of Chapter Twenty-Nine

12 The Minister is to designate an agency, division or branch of the Government of Canada to facilitate the operation of Chapter Twenty-Nine of the Agreement.

Expenses

Payment of expenses

13 The Government of Canada is to pay its appropriate share of the aggregate of

(a) the expenses incurred by tribunals established under the Agreement and the remuneration and expenses payable to members of those tribunals;

(b) the expenses incurred by arbitration panels and Panels of Experts established under the Agreement and the remuneration and expenses payable to those arbitrators, panellists on those Panels of Experts and mediators; and

(c) the expenses incurred by the CETA Joint Committee and the specialized committees, bilateral dialogues, working groups and other bodies established under the Agreement and the remuneration and expenses payable to representatives on the CETA Joint Committee and those specialized committees and to members of those bilateral dialogues, working groups and other bodies.

Orders

Orders re Article 29.14 of Agreement

14 (1) The Governor in Council may, for the purpose of suspending obligations in accordance with Article 29.14 of the Agreement, by order, do any one or more of the following:

(a) suspend rights or privileges granted by Canada to the European Union and its member states or to goods, service suppliers, investors or investments of investors of the European Union and its member states under the Agreement or any federal law;

(b) modify or suspend the application of any federal law with respect to the European Union and its member states or to goods, service suppliers, investors or investments of investors of the European Union and its member states;

(c) extend the application of any federal law to the European Union and its member states or to goods, service suppliers, investors or investments of investors of the European Union and its member states;

Mise en œuvre du chapitre Vingt-neuf

12 Le ministre désigne un organisme ou un service de l'administration fédérale pour faciliter la mise en œuvre du chapitre Vingt-neuf de l'Accord.

Frais

Paiement des frais

13 Le gouvernement du Canada paie sa quote-part du total des frais suivants :

a) les frais supportés par les tribunaux institués au titre de l'Accord, ainsi que la rémunération et les indemnités des membres des tribunaux;

b) les frais supportés par les groupes spéciaux d'arbitrage et les groupes d'experts institués au titre de l'Accord, ainsi que la rémunération et les indemnités des arbitres, des membres siégeant aux groupes d'experts et des médiateurs;

c) les frais supportés par le Comité mixte de l'AÉCG, les comités spécialisés, les dialogues bilatéraux, les groupes de travail et les autres organes institués au titre de l'Accord, ainsi que la rémunération et les indemnités des représentants faisant partie du Comité mixte de l'AÉCG et des comités spécialisés et des membres des dialogues bilatéraux, des groupes de travail et des autres organes.

Décrets

Décret : article 29.14 de l'Accord

14 (1) Le gouverneur en conseil peut par décret, en vue de suspendre des obligations conformément à l'article 29.14 de l'Accord, prendre les mesures suivantes :

a) suspendre les droits ou priviléges que le Canada a accordés à l'Union européenne et à ses États membres, ou à des marchandises, fournisseurs de services, investisseurs ou investissements des investisseurs de l'Union européenne et de ses États membres en vertu de l'Accord ou d'un texte législatif fédéral;

b) modifier ou suspendre l'application d'un texte législatif fédéral à l'Union européenne et à ses États membres ou à des marchandises, fournisseurs de services, investisseurs ou investissements des investisseurs de l'Union européenne et de ses États membres;

c) étendre l'application d'un texte législatif fédéral à l'Union européenne et à ses États membres ou à des marchandises, fournisseurs de services, investisseurs

(d) take any other measure that the Governor in Council considers necessary.

ou investissements des investisseurs de l'Union européenne et de ses États membres;

d) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.

Period of order

(2) Unless repealed, an order made under subsection (1) has effect for the period specified in the order.

Durée d'application

(2) Le décret s'applique, sauf abrogation, pendant la période qui y est spécifiée.

PART 2

Related Amendments

Export and Import Permits Act

15 [Amendments]

15 [Modifications]

16 [Amendment]

16 [Modification]

17 [Amendments]

17 [Modifications]

18 [Amendment]

18 [Modification]

19 [Amendment]

19 [Modification]

20 [Amendments]

20 [Modifications]

21 [Amendment]

21 [Modification]

22 [Amendment]

22 [Modification]

23 [Amendment]

23 [Modification]

24 [Amendment]

24 [Modification]

Financial Administration Act

Loi sur la gestion des finances publiques

25 [Amendment]

25 [Modification]

Food and Drugs Act

Loi sur les aliments et drogues

26 [Repealed before coming into force, 2017, c. 6, s. 137]

26 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 6, art. 137]

27 [Repealed before coming into force, 2017, c. 6, s. 137]

27 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 6, art. 137]

Importation of Intoxicating Liquors Act

28 [Amendment]

29 [Amendment]

30 [Amendment]

31 [Amendment]

Patent Act

32 [Amendments]

33 [Amendment]

34 [Amendments]

35 [Amendment]

36 [Amendment]

37 [Amendments]

38 [Amendment]

39 [Amendment]

40 [Amendment]

41 [Amendment]

42 [Amendment]

43 [Amendment]

44 [Amendment]

45 [Amendment]

46 [Amendments]

47 [Amendments]

48 [Amendments]

49 [Amendments]

50 [Amendment]

51 [Amendments]

52 [Amendment]

53 [Amendment]

Loi sur l'importation des boissons enivrantes

28 [Modification]

29 [Modification]

30 [Modification]

31 [Modification]

Loi sur les brevets

32 [Modifications]

33 [Modification]

34 [Modifications]

35 [Modification]

36 [Modification]

37 [Modifications]

38 [Modification]

39 [Modification]

40 [Modification]

41 [Modification]

42 [Modification]

43 [Modification]

44 [Modification]

45 [Modification]

46 [Modifications]

47 [Modifications]

48 [Modifications]

49 [Modifications]

50 [Modification]

51 [Modifications]

52 [Modification]

53 [Modification]

54 [Amendments]

54 [Modifications]

55 [Amendment]

55 [Modification]

56 [Amendment]

56 [Modification]

57 [Amendments]

57 [Modifications]

58 [Amendment]

58 [Modification]

59 [Amendment]

59 [Modification]

Trade-marks Act

60 [Amendment]

60 [Modification]

61 [Amendment]

61 [Modification]

62 [Amendments]

62 [Modifications]

63 [Amendment]

63 [Modification]

64 [Amendment]

64 [Modification]

65 [Amendments]

65 [Modifications]

66 [Amendment]

66 [Modification]

67 [Amendment]

67 [Modification]

68 [Amendment]

68 [Modification]

69 [Amendment]

69 [Modification]

70 [Amendments]

70 [Modifications]

71 [Amendment]

71 [Modification]

72 [Amendment]

72 [Modification]

73 [Amendment]

73 [Modification]

74 [Amendment]

74 [Modification]

75 [Amendment]

75 [Modification]

76 [Amendment]

76 [Modification]

77 [Amendment]

77 [Modification]

78 [Amendment]

78 [Modification]

79 [Amendment]

79 [Modification]

Investment Canada Act

80 [Amendment]

80 [Modification]

81 [Amendment]

Customs Act

82 [Amendment]

83 (1) [Repealed before coming into force, 2017, c. 8, s. 43]

(2) and (3) [Amendments]

84 [Amendments]

85 [Amendment]

86 [Amendment]

87 [Amendment]

88 [Amendment]

89 [Amendment]

Commercial Arbitration Act

90 [Amendment]

Coasting Trade Act

91 [Amendments]

92 [Amendments]

93 [Amendment]

94 [Amendment]

Customs Tariff

95 [Amendment]

96 [Amendment]

97 [Amendment]

98 [Amendment]

99 [Amendment]

100 [Amendment]

101 [Amendments]

102 [Amendment]

103 [Amendment]

81 [Modification]

Loi sur les douanes

82 [Modification]

83 (1) [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 8, art. 43]

(2) et (3) [Modifications]

84 [Modifications]

85 [Modification]

86 [Modification]

87 [Modification]

88 [Modification]

89 [Modification]

Loi sur l'arbitrage commercial

90 [Modification]

Loi sur le cabotage

91 [Modifications]

92 [Modifications]

93 [Modification]

94 [Modification]

Tarif des douanes

95 [Modification]

96 [Modification]

97 [Modification]

98 [Modification]

99 [Modification]

100 [Modification]

101 [Modifications]

102 [Modification]

103 [Modification]

104 [Amendment]

104 [Modification]

105 [Amendment]

105 [Modification]

106 [Amendments]

106 [Modifications]

107 [Amendments]

107 [Modifications]

108 [Amendments]

108 [Modifications]

Pest Control Products Act

Loi sur les produits antiparasitaires

109 [Amendment]

109 [Modification]

110 [Amendment]

110 [Modification]

111 [Amendment]

111 [Modification]

112 [Amendment]

112 [Modification]

113 [Amendment]

113 [Modification]

Transitional Provisions

Dispositions transitoires

114 [Transitional Provision]

114 [Disposition transitoire]

115 [Transitional Provision]

115 [Disposition transitoire]

116 [Transitional Provision]

116 [Disposition transitoire]

117 [Transitional Provision]

117 [Disposition transitoire]

PART 3

PARTIE 3

Consequential Amendments

Modifications corrélatives

Canada Corporations Act

Loi sur les corporations canadiennes

118 [Amendment]

118 [Modification]

119 [Amendment]

119 [Modification]

120 [Amendment]

120 [Modification]

Nuclear Energy Act

Loi sur l'énergie nucléaire

121 [Amendment]

121 [Modification]

Bankruptcy and Insolvency Act

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

122 [Amendment]

122 [Modification]

Competition Act

123 [Amendments]

124 [Amendment]

125 [Amendment]

Defence Production Act

126 [Amendment]

127 [Amendments]

Federal Courts Act

128 [Amendment]

Public Servants Inventions Act

129 [Amendments]

Olympic and Paralympic Marks Act

130 [Amendment]

Canada–Korea Economic Growth and Prosperity Act

131 [Amendment]

Transitional Provisions

132 [Transitional Provisions]

PART 4

Coordinating Amendments and Coming into Force

Coordinating Amendments

133 [Amendments]

134 [Amendments]

135 (1) to (10) [Amendments]

Loi sur la concurrence

123 [Modifications]

124 [Modification]

125 [Modification]

Loi sur la production de défense

126 [Modification]

127 [Modifications]

Loi sur les Cours fédérales

128 [Modification]

Loi sur les inventions des fonctionnaires

129 [Modifications]

Loi sur les marques olympiques et paralympiques

130 [Modification]

Loi sur la croissance économique et la prospérité — Canada-Corée

131 [Modification]

Dispositions transitoires

132 [Dispositions transitoires]

PARTIE 4

Dispositions de coordination et entrée en vigueur

Dispositions de coordination

133 [Modifications]

134 [Modifications]

135 (1) à (10) [Modifications]

(11) [Repealed, 2018, c. 27, s. 209]

136 [Amendments]

137 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***138 (1) Subject to subsections (2) to (5), the provisions of this Act, other than sections 133 to 137, come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

Order in council

(2) Subsection 8(3), paragraph 11(1)(a), subsection 11(2), paragraph 13(a) and section 90 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the day referred to in subsection (1).

Order in council

(3) Subsections 32(1) and (4) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Order in council

(4) Subsections 32(2) and 34(1) and (2) and sections 36 and 38 to 42 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council, but that day or those days must be on or before the day referred to in subsection (1).

Order in council

(5) Sections 45 to 58 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the day referred to in subsection (1).

* [Note: Act, other than subsection 8(3), paragraph 11(1)(a), subsection 11(2), paragraph 13(a) and sections 45 to 58, 90 and 133 to 137, in force September 21, 2017, see SI/2017-47.]

(11) [Abrogé, 2018, ch. 27, art. 209]

136 [Modifications]

137 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***138 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), les dispositions de la présente loi, à l'exception des articles 133 à 137, entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

Décret

(2) Le paragraphe 8(3), l'alinéa 11(1)a), le paragraphe 11(2), l'alinéa 13a) et l'article 90 entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date visée au paragraphe (1).

Décret

(3) Les paragraphes 32(1) et (4) entrent en vigueur à la date fixée par décret.

Décret

(4) Les paragraphes 32(2) et 34(1) et (2) et les articles 36 et 38 à 42 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret, lesquelles ne peuvent être postérieures à la date visée au paragraphe (1).

Décret

(5) Les articles 45 à 58 entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date visée au paragraphe (1).

* [Note: Loi, à l'exception du paragraphe 8(3), de l'alinéa 11(1)a), du paragraphe 11(2), de l'alinéa 13a) et des articles 45 à 58, 90 et 133 à 137, en vigueur le 21 septembre 2017, voir TR/2017-47.]

SCHEDULE 1

(Section 24)

[Amendment]

ANNEXE 1

(article 24)

[Modification]

SCHEDULE 2

(Section 77)

[Amendment]

ANNEXE 2

(article 77)

[Modification]

SCHEDULE 3

(Section 81)

[Amendment]

ANNEXE 3

(article 81)

[Modification]

SCHEDULE 4

(Paragraphs 108(1)(c) and (d))

[Amendment]

ANNEXE 4

(alinéas 108(1)c) et d))

[Modification]

SCHEDULE 5

(Paragraphs 108(1)(c) and (e))

[Amendment]

ANNEXE 5

(alinéas 108(1)c) et e))

[Modification]

SCHEDULE 6

(Subsection 115(1))

[Amendment]

ANNEXE 6

(paragraphe 115(1))

[Modification]